

## Des entreprises et des cadres parisiens tentés par la vie « en province »

Un Salon professionnel de l'emploi dans les régions se tient aujourd'hui à Paris. Signe d'un nouvel attrait économique de la province

NANTES (Loire-Atlantique)  
De notre correspondante régionale

Il ne se voyait pas « fonder une famille » à Paris. Aurélien, ingénieur informatique de 25 ans, a quitté la capitale pour Nantes en mai dernier, avec sa compagne. « J'ai démissionné avant même de trouver un emploi, confie-t-il. Je savais que mon profil était recherché. » Embauché dans une société de services informatiques, il a accepté une perte de salaire de 13 %. Peu importe, le couple a quitté le 14<sup>e</sup> étage d'une tour d'Ivry-sur-Seine pour une maison avec jardin dans le vignoble nantais. « On paie 780 € de loyer par mois pour 100 m<sup>2</sup>, s'étonne-t-il encore. C'est moins cher que notre deux-pièces parisien. » Le couple vit au rythme de la campagne, tout en travaillant à Nantes. « On a été bien accueillis. Les voisins nous apportent leurs légumes. Cette vie-là serait inimaginable à Paris. »

Une vie plus saine, moins accaparée par le travail, le stress ou les embouteillages, c'est aussi ce que recherchait Isabelle, 42 ans, en posant ses valises dans la région bordelaise. « Ma vie professionnelle empiétait sur ma vie personnelle, explique cette cadre supérieure. J'avais besoin d'un nouvel équilibre. »

Organisé aujourd'hui à Paris, Proemploi, présenté comme le premier salon professionnel de l'emploi dans les régions, s'adresse précisément aux salariés en quête d'une meilleure qualité de vie. En particulier les cadres, plus mobiles que les autres. « L'époque où Paris aspirait tous les jeunes actifs de province est révolue, assure Antoine Colson, organisateur du Salon. Les régions offrent de nouvelles opportunités. »

Cet attrait pour la province concerne aussi les entreprises. Netik,



DELIGNE

cabinet parisien de conseil et d'ingénierie spécialisé dans la vente en ligne, a inauguré un centre à Laval (Mayenne) en janvier dernier. L'entreprise, qui emploie une cinquantaine de salariés, avait déjà une filiale au Maroc. « Mais plutôt que d'étendre

**« Les régions font tout pour être attractives en proposant des formations ou une aide au recrutement. »**

l'activité de ce site, les dirigeants ont choisi la piste régionale, souligne Stéphane Hervé, directeur de Netik Laval. En s'installant ici, on a bénéficié d'un accompagnement étroit des collectivités locales. » Le site présente plusieurs avantages: moindre coût des locaux, présence d'écoles d'ingénieurs permettant de recruter une main-d'œuvre qualifiée et proximité de la capitale. « On est à une heure et

demie de Paris en train, ajoute le responsable. Il est très facile d'organiser des rencontres entre les équipes ou des formations communes. »

Dominique Mermoud, manager associé de Sofred Consultants, qui a accompagné l'entreprise dans son installation, constate que cette tendance s'accroît dans les PME du secteur tertiaire. « Ces entreprises savent qu'il y a de plus en plus d'opportunités en province. Les régions font tout pour être attractives en proposant des formations adaptées ou une aide au recrutement, explique-t-il. Cela touche moins les grands groupes, car le transfert d'activité tourne au casse-tête pour la gestion des ressources humaines. »

Reste que ces « délocalisations » concernent rarement le siège de l'entreprise. « Le vrai problème, c'est la proximité avec le client, poursuit Dominique Mermoud. Généralement, quand la partie production est délocalisée, la communication et les relations publiques restent à Paris. Il demeure exceptionnel de

tout rapatrier sur un nouveau site. » Comme le rappelle Gérard-François Dumont, géographe à l'université Paris IV-Sorbonne (1), « les grands sièges sociaux restent concentrés sur Paris, à la différence de l'Allemagne où ils sont répartis dans les grandes agglomérations ».

Qu'elle concerne les entreprises ou les salariés, l'installation en province n'est cependant pas toujours évidente. Isabelle a ainsi été contrainte de revoir ses ambitions professionnelles. « On m'a proposé des postes me faisant revenir dix ans en arrière, déplore-t-elle. Du coup, je me suis mise en indépendante. » Aurélien sait lui aussi qu'il devra patienter avant de prendre des responsabilités. « On évolue moins vite qu'à Paris, surtout au niveau du salaire. » Mais, pour l'instant, ce n'est pas sa priorité.

FLORENCE PAGNEUX

[1] Son livre, *Populations et territoires de France en 2030* (L'Harmattan), sort en novembre.